



**Conférence
des Nations Unies
sur le commerce
et le développement**

Distr.
GÉNÉRALE

TD/B/EX(22)/2
30 septembre 1999

FRANÇAIS
Original : ANGLAIS

CONSEIL DU COMMERCE ET DU DÉVELOPPEMENT
Vingt-deuxième réunion directive
Genève, 15 octobre 1999
Point 3 a) de l'ordre du jour

RAPPORT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA CNUCED SUR LE FINANCEMENT ET
LA PARTICIPATION D'EXPERTS AUX RÉUNIONS D'EXPERTS DE LA CNUCED,
INDIQUANT LA FAÇON DONT LES OBJECTIFS VISÉS ONT ÉTÉ ATTEINTS,
À SAVOIR AMÉLIORER LA PARTICIPATION D'EXPERTS DES PAYS
EN DÉVELOPPEMENT AUX RÉUNIONS DE LA CNUCED

Introduction

- I. Utilisation des 1 088 000 dollars "d'économies" affectés au financement de la participation d'experts des pays en développement aux réunions d'experts de la CNUCED
- II. Conclusions

Introduction

1. Le présent rapport est soumis en application du paragraphe 3 de la décision 456 (XLV), du 23 octobre 1998, dans laquelle le Conseil du commerce et du développement a demandé au Secrétaire général de la CNUCED de lui présenter un rapport sur le financement et la participation d'experts aux réunions d'experts de la CNUCED indiquant la façon dont les objectifs visés avaient été atteints. On y trouvera également des renseignements sur le Fonds d'affectation spéciale institué pour financer une participation accrue d'experts des pays en développement aux réunions de la CNUCED.

2. Le principal objectif du financement considéré était de renforcer les délibérations des réunions d'experts par une plus grande participation à ces réunions d'experts des pays en développement.

I. Utilisation des 1 088 000 dollars affectés au financement de la participation d'experts des pays en développement aux réunions d'experts de la CNUCED

3. En application du paragraphe 114 d'"Un partenariat pour la croissance et le développement" et dans le contexte du rapport du Secrétaire général publié sous la cote A/52/898, un montant de 1 088 000 dollars a été affecté au renforcement du contenu des délibérations des réunions d'experts, les gouvernements des pays en développement étant invités à désigner des experts qui participeraient à ces réunions à titre personnel. Des directives et des modalités pour l'utilisation des fonds ont été définies et approuvées par le Conseil du commerce et du développement le 23 octobre 1998 (décision 456 (XLV)).

4. La procédure de désignation était la suivante :

- i) Dans chaque notification adressée aux États membres relative à la convocation d'une réunion d'experts, le Secrétaire général demandait aux États membres de lui faire savoir s'ils souhaitaient que des experts de leur pays bénéficient d'une prise en charge de leurs frais de participation;
- ii) Quatre semaines au moins avant une réunion, chaque État membre devait désigner un expert par réunion d'experts susceptible de bénéficier de cette prise en charge, en joignant à sa communication le curriculum vitae de cet expert.

5. Le Secrétaire général de la CNUCED a pris toutes ses décisions concernant le renforcement de la participation d'experts des pays en développement en s'appuyant sur le principe d'une répartition géographique équitable, et en tenant compte des besoins des bénéficiaires et des compétences des experts considérés. Des dispositions internes ont été prises au secrétariat de la CNUCED pour assurer la bonne application des directives. Afin que les ressources disponibles permettent de financer la participation d'un aussi grand nombre d'experts que possible, le Secrétaire général a été autorisé à retenir les tarifs le moins coûteux.

6. Ces dispositions ont été appliquées aux sept réunions d'experts organisées en 1999 (voir le tableau 1). Elles ont permis de financer la participation d'un total de 146 experts, qui ont été désignés par leurs gouvernements pour siéger dans les réunions à titre personnel. Les dépenses totales se sont élevées à 511 300 dollars. Le coût total moyen par expert a été de 3 502 dollars pour une réunion de trois jours (voir le tableau 1 et le graphique 1).

7. Pour garantir une répartition géographique équitable, la CNUCED s'est inspirée de la pratique, en matière de répartition géographique entre pays en développement, établie par la résolution 1992/222 du Conseil économique et social. Il était entendu que l'équilibre géographique serait respecté globalement, et non pas nécessairement à chaque réunion d'experts. L'intérêt pour les questions abordées dans les réunions pouvait varier en fonction des intérêts et des besoins en matière de développement de chaque région ou de chaque État membre.

8. Dans ces conditions, la répartition effective en pourcentage des experts, par région, par rapport à l'objectif, s'est établie comme suit :

	Objectif	Réalisé
États membres d'Afrique	40 %	41,1 %
États membres d'Asie et du Pacifique	30 %	27,4 %
États membres d'Amérique latine et des Caraïbes	30 %	31,5 %

On note une très légère surreprésentation d'experts des États membres latino-américains, et une légère sous-représentation d'experts des États membres asiatiques. Toutefois, la répartition apparaît suffisamment proche de l'objectif visé pour que l'on considère avoir obtenu une répartition équitable (voir le tableau 2 et le graphique 2).

9. Certains États membres ont davantage donné suite que d'autres à l'invitation qui leur était faite de désigner des experts pour les réunions. L'analyse du nombre de pays dans chaque région géographique montre que les 60 experts africains venaient de 30 pays différents, les 40 experts asiatiques de 16 pays et les 46 experts latino-américains de 21 pays (voir le tableau 3).

10. Au total, 45 experts (soit 31 % du nombre total d'experts) venaient de 21 pays les moins avancés (PMA). De ce total, 37 experts étaient originaires de 18 PMA africains (soit 82 % de l'ensemble des experts de PMA) et 8 de 3 PMA de la région Asie-Pacifique.

11. Enfin, concernant la ventilation par sexe, il est intéressant de noter que 18,5 % des experts venus des capitales étaient des femmes. La plus forte proportion de femmes a été observée à la réunion d'experts sur le renforcement des capacités dans le domaine du commerce électronique, soit 35 % du nombre total de 26 experts dont la participation avait été financée. La ventilation par sexe des experts pour les sept réunions est indiquée dans le tableau 4.

12. Toutes les régions ont désigné des femmes. Les pays latino-américains et caraïbes ont désigné 12 experts femmes sur un total de 46 (26 %), et presque la moitié des pays de cette région qui ont participé aux réunions ont désigné au moins une femme. Les États africains ont désigné 9 femmes sur un total de 60 experts (15 %), la proportion étant la même pour la région Asie-Pacifique (6 femmes sur un total de 40 experts). Vingt-cinq pour cent des pays de ces deux dernières régions ont désigné des experts femmes. On se reportera au tableau 5 pour plus de détails.

Incidences sur les travaux des réunions d'experts

13. Conformément à la pratique en vigueur, le secrétariat a réalisé une évaluation interne des résultats de chacune des sept réunions d'experts. Cette évaluation a porté non seulement sur les résultats de fond, mais aussi sur les incidences d'une plus grande participation d'experts des pays en développement, suite aux dispositions financières prises en la matière.

14. L'opinion unanime au secrétariat a été que les contributions des experts des pays en développement avaient été d'une très grande qualité : ces experts avaient apporté une connaissance directe et utile des situations nationales dans les domaines considérés. Leurs contributions avaient permis à l'ensemble des participants d'axer leurs discussions sur des questions précises intéressant les pays en développement.

15. Les discussions et les résultats des réunions ont été jugés pertinents, pratiques et concrets. Ces résultats se sont traduits par des "conclusions concertées" ou des "recommandations" de grande qualité, pragmatiques, adressées aux gouvernements, à la communauté internationale et au secrétariat de la CNUCED. Les réunions ont, par exemple, permis de progresser dans la voie d'un consensus sur des domaines tels que l'investissement international. Il a été reconnu qu'elles étaient allées "directement au coeur d'un large éventail de questions commerciales abordées dans une perspective de développement" (extrait des rapports d'évaluation internes de la CNUCED adressés au Secrétaire général). Les réunions ont en particulier abouti aux résultats suivants :

- Échanges d'expériences nationales et d'opinions des différents acteurs sur les thèmes examinés, d'un grand intérêt pour une meilleure compréhension des problèmes au niveau technique;
- Identification de questions de fond à examiner à l'avenir;
- Formation d'un consensus sur le traitement de mesures internationales d'appui au développement.

16. La participation des pays en développement aux réunions d'experts a été particulièrement forte, qu'il s'agisse d'experts financés par leurs propres gouvernements ou d'experts financés par la CNUCED. En fait, sur un total de 479 experts venus des capitales qui ont participé aux réunions d'experts en 1999, 351 venaient de pays en développement (73 %). De ce total, 146 ont bénéficié d'un financement de la CNUCED (42 %) et 76 venaient de PMA (22 %). À la réunion d'experts sur les incidences de l'évolution des structures des marchés de l'offre et de la demande, par exemple, la participation a été

de 59 experts venus des capitales, dont 49 de pays en développement (83 % de l'ensemble des experts venus des capitales) et 29 dont la participation avait été financée par la CNUCED. Dans le cas de la réunion d'experts sur le renforcement des capacités dans le domaine du commerce électronique, sur les 91 experts venus des capitales, 73 venaient de pays en développement, dont 26 bénéficiant d'une prise en charge de leur participation par la CNUCED.

17. Si l'on compare 1999 à 1998, il apparaît clairement que la participation d'experts venus des capitales de pays en développement a fortement augmenté (voir le tableau 6 b)). En 1998, un total de 308 experts venus des capitales avaient participé à 8 réunions d'experts (contre 479 experts pour 7 réunions en 1999), dont 201 - soit 65 % - venus de pays en développement (contre 351 - soit 73 % - en 1999), et 41 - soit 20 % - de PMA (contre 76 - soit 22 % - en 1999).

18. D'une manière générale, les demandes de prise en charge de la participation d'experts ont dépassé les ressources disponibles, et certaines missions permanentes ont déploré que leurs demandes n'aient pas été retenues. Par exemple, dans le cas de la réunion d'experts sur les services pour le développement des PME, 12 pays n'ont pu être satisfaits, tandis que pour la réunion d'experts sur les accords internationaux d'investissement, une seule demande n'a pu être retenue. Tout a cependant été fait pour assurer une représentation géographique aussi large que possible à chaque réunion d'experts.

Incidences sur le secrétariat

19. Les demandes de financement indiquant le nom de l'expert désigné sont souvent arrivées peu de temps avant la réunion d'experts considérée. Cela a imposé des efforts considérables au personnel des divisions, des services d'appui intergouvernemental et du service de la gestion des ressources pour traiter rapidement ces demandes. Recevoir le curriculum vitae des candidats désignés par les États membres une semaine avant la réunion ne laissait tout simplement pas suffisamment de temps pour accomplir toutes les démarches administratives nécessaires : approbation de la demande, information des experts, établissement et traitement des formulaires de demande de voyage, délivrance des billets, établissement des fichiers, suivi des demandes, communication aux missions diplomatiques à Genève et aux experts des informations voulues concernant les réservations de billets et les hôtels. Le manque de temps n'a pas toujours permis d'évaluer correctement les curriculum vitae et a mis à rude épreuve les fonctionnaires chargés de l'organisation des réunions; cela a aussi alourdi la charge de travail du service des voyages de la CNUCED et de celui de l'ONUG.

20. Une conclusion que l'on peut en tirer est que la date limite pour la désignation des experts doit être arrêtée suffisamment à l'avance et être respectée. Il apparaît également que les missions permanentes doivent jouer un rôle de liaison entre le secrétariat et les candidats, par exemple dans les cas où les curriculum vitae sont transmis sans lettre d'accompagnement ou les demandes sont présentées sans curriculum vitae, ou encore lorsque l'adresse et le numéro de téléphone ou de télécopieur du candidat ne figurent pas sur le curriculum vitae.

Résumé financier

21. Les dépenses totales consacrées au financement de la participation d'experts se sont élevées à 511 000 dollars, sur une allocation initiale de 1 088 000 dollars.

22. Cette allocation initiale reposait sur l'hypothèse (en mai 1998) que 16 réunions d'experts de trois jours chacune seraient organisées sur la période de 18 mois allant jusqu'en décembre 1999 et que la participation de 16 experts par réunion serait financée. Le coût moyen des frais de voyage et des indemnités journalières de subsistance avait été estimé à 4 250 dollars par expert.

23. En fait, ce n'est qu'en octobre 1998 que le Conseil a défini les modalités de financement. Après l'approbation par l'Assemblée générale de l'affectation des "économies" (résolution 53/3 du 12 octobre 1998), les ressources ont été versées le 23 octobre 1998, ce qui était trop tard pour les utiliser pour les réunions d'experts convoquées au dernier trimestre de l'année. Ainsi, au lieu de 16 réunions, les dispositions financières n'ont pu être appliquées qu'à 7 réunions, avec toutefois un accroissement de la participation moyenne d'experts à chaque réunion. Par ailleurs, grâce à un strict contrôle des frais de voyage par avion, le coût moyen des frais de voyage et indemnités journalières de subsistance a été ramené à 3 502 dollars.

24. À sa quarante-troisième session, en octobre 1996, le Conseil du commerce et du développement avait demandé au Secrétaire général de la CNUCED de créer un fonds d'affectation spéciale pour financer une participation accrue d'experts des pays en développement aux réunions d'experts de la CNUCED; à ce jour, une seule contribution de 3 000 dollars y a été versée.

II. Conclusions

25. Les incidences positives d'une participation accrue d'experts des pays en développement aux réunions d'experts de la CNUCED semblent être confirmées par l'expérience de l'utilisation des "économies" et ont dépassé les attentes du secrétariat. Non seulement le nombre d'experts de pays en développement venus des capitales a sensiblement augmenté, mais, de plus, la qualité des exposés et des informations présentés par ces experts a été vivement appréciée par tous les participants.

26. Le secrétariat n'a ménagé aucun effort pour assurer un équilibre géographique satisfaisant. La représentation des PMA pourrait être améliorée. Toutefois, les PMA ne possèdent pas tous une mission diplomatique à Genève, d'où la difficulté d'améliorer leur représentation aux réunions dans les conditions et les délais impartis par les actuelles modalités de financement.

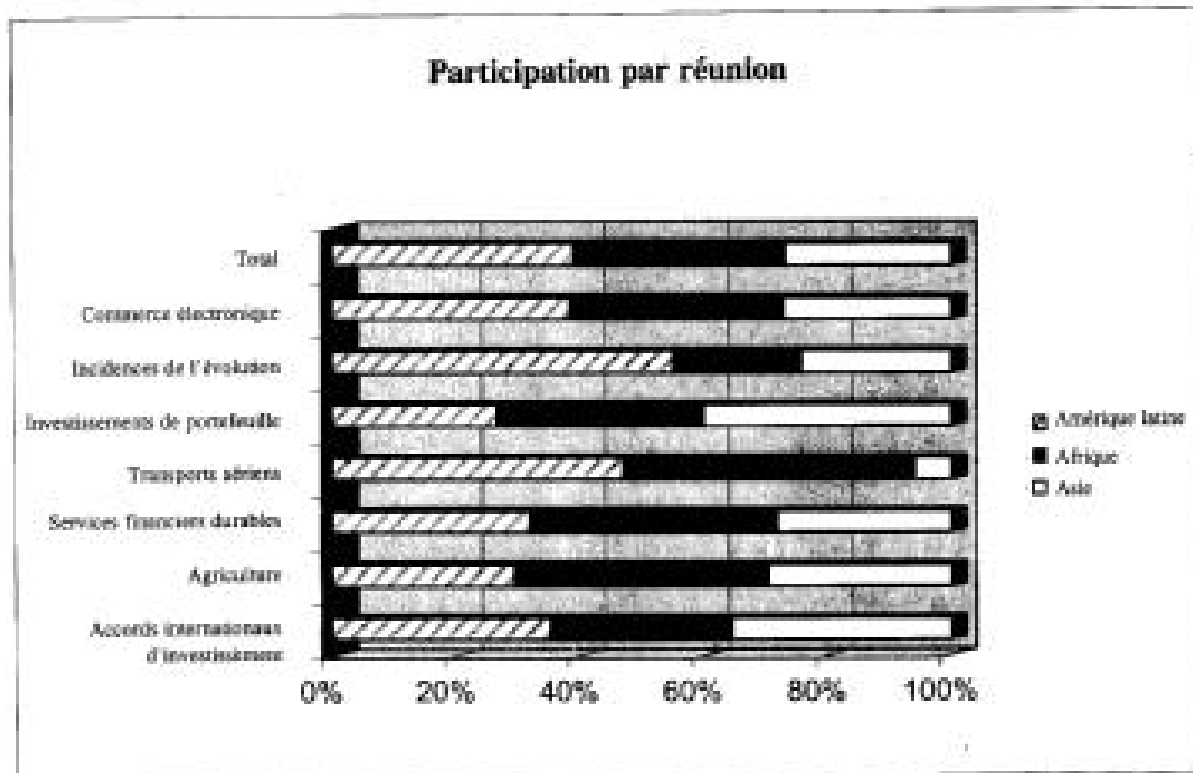
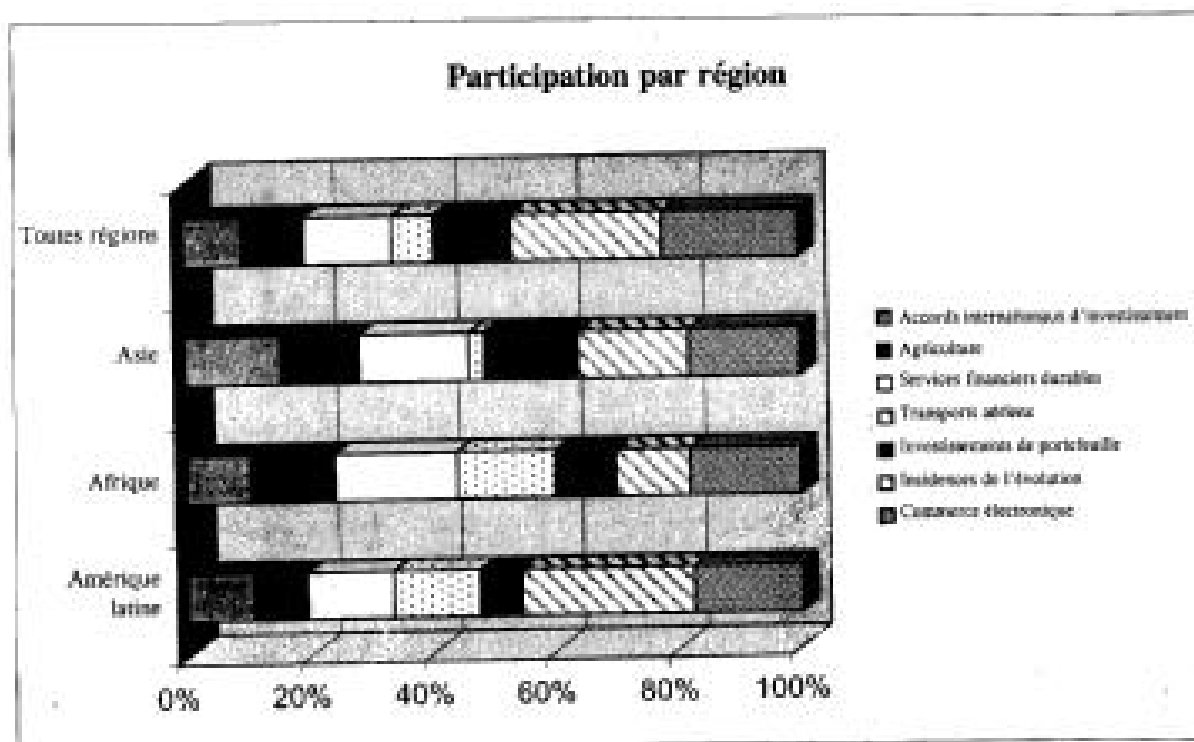
**Tableau 1 : Dépenses financées sur les "économies" pour la participation d'experts
aux réunions d'experts de la CNUCED en 1999 (en dollars É.-U.)**

Réunion	Dates	Nombre d'experts	Coût total dollars É.-U.	Coût total %	Coût moyen par expert dollars É.-U.
Réunion d'experts sur les accords internationaux d'investissement	24-26/03/99	17	60 441	11,8	3 555
Réunion d'experts sur le commerce dans le secteur agricole	26-28/04/99	17	67 350	13,2	3 962
Réunion d'experts sur la question de services financiers et non financiers durables pour le développement des PME	02-04/06/99	25	84 649	16,6	3 386
Réunion d'experts sur les services de transport aérien	21-23/06/99	17	55 634	10,9	3 273
Réunion d'experts sur les investissements de portefeuille et les investissements étrangers directs	28-30/06/99	15	54 386	10,6	3 626
Réunion d'experts sur les incidences de l'évolution des structures des marchés de l'offre et de la demande sur les prix des produits de base et les exportations présentant un grand intérêt pour les pays en développement	07-09/07/99	29	101 231	19,8	3 491
Réunion d'experts sur le renforcement des capacités dans le domaine du commerce électronique : aspects juridiques et réglementaires	14-16/07/99	26	87 644	17,1	3 371
TOTAL		146	511 335	100	3 502

**Tableau 2 : Dépenses financées sur les "économies" pour la participation d'experts
aux réunions d'experts de la CNUCED en 1999, par région géographique**

Réunion	Date	Afrique	%	Asie	%	Amérique latine	%	Total	%
Réunion d'experts sur les accords internationaux d'investissement	24-26/03/99	5	29,4	6	35,3	6	35,3	17	100
Réunion d'experts sur le commerce dans le secteur agricole	26-28/04/99	7	41,2	5	29,4	5	29,4	17	100
Réunion d'experts sur la question de services financiers et non financiers durables pour le développement des PME	02-04/06/99	10	40,0	7	28,0	8	32,0	25	100
Réunion d'experts sur les services de transport aérien	21-23/06/99	8	47,1	2	11,8	7	41,2	17	100
Réunion d'experts sur les investissements de portefeuille et les investissements étrangers directs	28-30/06/99	4	26,7	5	33,3	6	40,0	15	100
Réunion d'experts sur les incidences de l'évolution des structures des marchés de l'offre et de la demande sur les prix des produits de base et les exportations présentant un grand intérêt pour les pays en développement	07-09/07/99	16	55,2	6	20,7	7	24,1	29	100
Réunion d'experts sur le renforcement des capacités dans le domaine du commerce électronique : aspects juridiques et réglementaires	14-16/07/99	10	38,5	9	34,6	7	26,9	26	100
TOTAL		60	41,1	40	27,4	46	31,5	146	100
OBJECTIF DE RÉPARTITION			40,0		30,0		30,0		

Graphique 1 : Dépenses financées sur les "économies" pour la participation d'experts aux réunions d'experts de la CNUCED en 1999, par région et par réunion



Graphique 2 : Dépenses financées sur les "économies" pour la participation d'experts aux réunions d'experts de la CNUCED en 1998, par région géographique

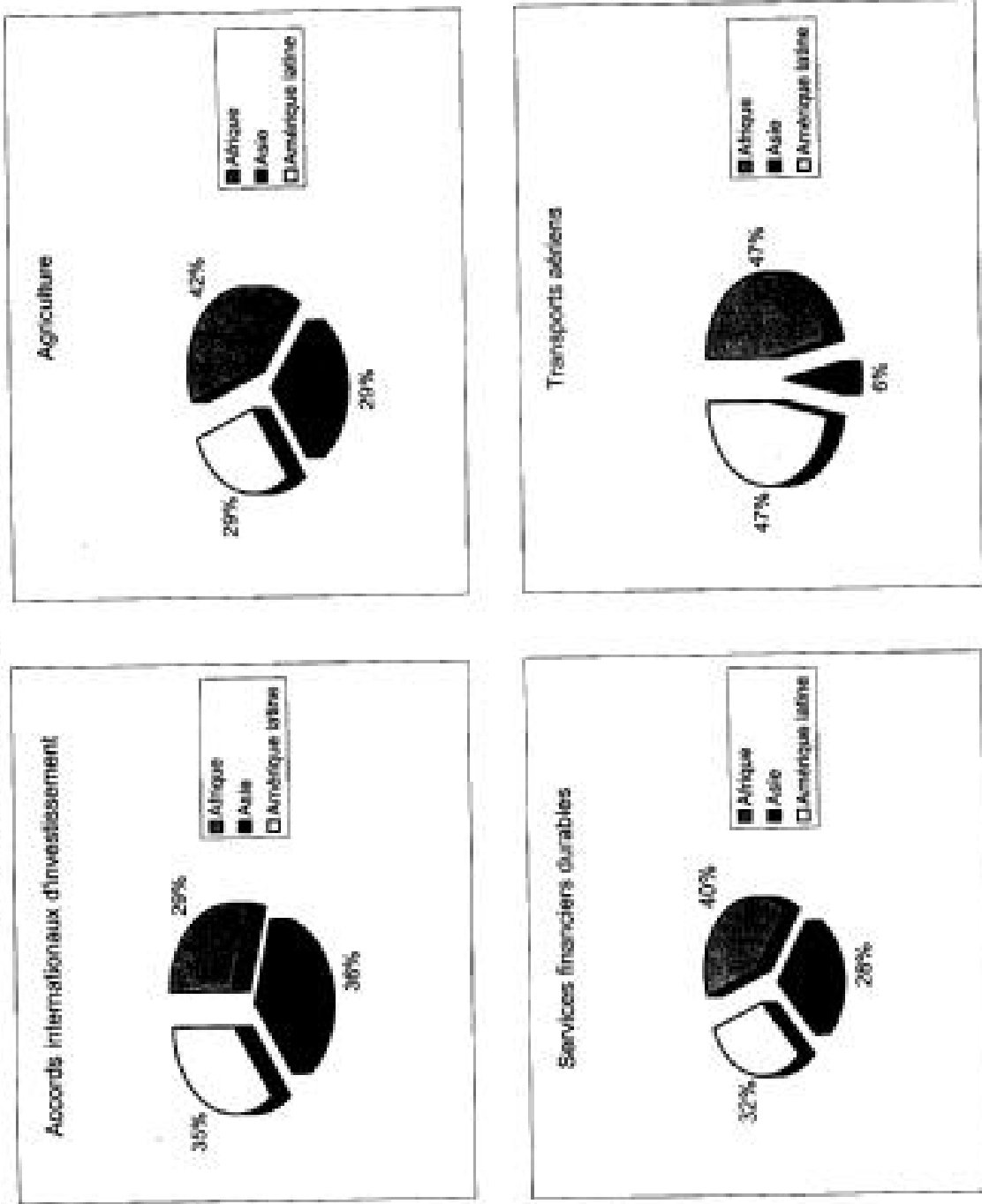


Tableau 3 : Ventilation des experts dont la participation a été financée sur les "économies", par pays et par région géographique (1999)

Région géographique	AFRIQUE	ASIE	AMÉRIQUE LATINE
	1 Algérie	4 PMA Bangladesh	4 Argentine
	1 PMA Angola	1 PMA Bhoutan	1 Barbade
	1 PMA Bénin	4 Chine	5 Bolivie
	2 PMA Burkina Faso	3 Inde	3 Brésil
	4 Cameroun	3 Indonésie	5 Chili
	1 PMA Tchad	0 Iraq	2 Colombie
	1 PMA Comores	1 Iran	1 Costa Rica
	1 PMA Congo	1 Malaisie	5 Cuba
	1 Côte d'Ivoire	3 PMA Népal	0 République dominicaine
	2 Égypte	3 Pakistan	1 Le Salvador
	6 PMA Éthiopie	4 Philippines	3 Guatemala
	2 PMA Gambie	2 Singapour	2 Honduras
	3 PMA Guinée	1 Sri Lanka	1 Jamaïque
	1 Kenya	4 Thaïlande	2 Nicaragua
	2 PMA Lesotho	1 Turkménistan	2 Paraguay
	1 PMA Madagascar	5 Viet Nam	1 Panama
	3 PMA Mali		4 Pérou
	3 PMA Mauritanie		1 Sainte-Lucie
	2 Maurice		1 Trinité-et-Tobago
	2 Maroc		1 Uruguay
	1 PMA Mozambique		1 Venezuela
	1 PMA Niger		
	1 Nigéria		
	1 Sénégal		
	1 Afrique du Sud		
	2 PMA Soudan		
	3 PMA Tanzanie		
	3 Tunisie		
	3 PMA Ouganda		
	4 Zimbabwe		
Total experts :	60 37	40 8	46 0
Total pays :	30 18	16 3	21 0

Dont : PMA

TOTAL GÉNÉRAL experts :	146	45	31 %
TOTAL GÉNÉRAL pays :	67	21	31 %

Tableau 4 : Ventilation par sexe des experts dont la participation aux réunions d'experts de la CNUCED en 1999 a été financée sur les "économies"

Réunion	Dates	Femmes	%	Hommes	%	Nombre d'experts	%
Réunion d'experts sur les accords internationaux d'investissement	24-26/03/99	1	5,9	16	94,1	17	100
Réunion d'experts sur le commerce dans le secteur agricole	26-28/04/99	3	17,6	14	82,4	17	100
Réunion d'experts sur la question de services financiers et non financiers durables pour le développement des PME	02-04/06/99	7	28,0	18	72,0	25	100
Réunion d'experts sur les services de transport aérien	21-23/06/99	0	0,0	17	100,0	17	100
Réunion d'experts sur les investissements de portefeuille et les investissements étrangers directs	28-30/06/99	2	13,3	13	86,7	15	100
Réunion d'experts sur les incidences de l'évolution des structures des marchés de l'offre et de la demande sur les prix des produits de base et les exportations présentant un grand intérêt pour les pays en développement	07-09/07/99	5	17,2	24	82,8	29	100
Réunion d'experts sur le renforcement des capacités dans le domaine du commerce électronique : aspects juridiques et réglementaires	14-16/07/99	9	34,6	17	65,4	26	100
TOTAL EXPERTS		27	18,5	119	81,5	146	100

Tableau 5 : Ventilation des femmes, par pays et par région géographique

Région géographique	Hommes	Femmes	Total	AFRIQUE	Hommes	Femmes	Total	ASIE	Hommes	Femmes	Total	AMÉRIQUE LATINE
	1		1	Algérie	4		4	Bangladesh	3	1	4	Argentine
	1		1	Angola	1		1	Bhoutan	1		1	Barbade
	1		1	Bénin	2	2	4	Chine	3	2	5	Bolivie
	0	2	2	Burkina Faso	3		3	Inde	3		3	Brésil
	4		4	Cameroun	3		3	Indonésie	5		5	Chili
	0	1	1	Tchad	0		0	Iraq	1	1	2	Colombie
	1		1	Comores	1		1	Iran	1		1	Costa Rica
	1		1	Congo	1		1	Malaisie	4	1	5	Cuba
	1		1	Côte d'Ivoire	3		3	Népal	0	0	0	République dominicaine
	2		2	Égypte	3		3	Pakistan	1		1	Le Salvador
	5	1	6	Éthiopie	3	1	4	Philippines	3		3	Guatemala
	2		2	Gambie	2		2	Singapour	0	2	2	Honduras
	3		3	Guinée	1		1	Sri Lanka	1		1	Jamaïque
	1		1	Kenya	2	2	4	Thaïlande	1	1	2	Nicaragua
	0	2	2	Lesotho	1		1	Turkménistan	2		2	Paraguay
	1		1	Madagascar	4	1	5	Viet Nam	0	1	1	Panama
	3		3	Mali					2	2	4	Pérou
	3		3	Mauritanie					1		1	Sainte-Lucie
	2		2	Maurice					1		1	Trinité-et-Tobago
	1	1	2	Maroc					1		1	Uruguay
	1		1	Mozambique					0	1	1	Venezuela
	1		1	Niger								
	1		1	Nigéria								
	1		1	Sénégal								
	1		1	Afrique du Sud								
	2		2	Soudan								
	2	1	3	Tanzanie								
	2	1	3	Tunisie								
	3		3	Ouganda								
	4		4	Zimbabwe								
Total experts :	51	9	60		34	6	40		34	12	46	
Total pays :	30				16				21			

Total général hommes :	119
Total général femmes :	27
Total général experts :	146
Total général pays :	67

Tableau 6 a : Participation d'experts venus des capitales aux réunions d'experts de la CNUCED en 1999

Réunion	Dates	Experts venus des capitales			Nombre total d'experts	Pourcentage d'experts des pays en développement	Pays en développement*	Total pays**	Pourcentage de pays en développement
		Total pays en développement	dont PMA	dont financés par la CNUCED					
Réunion d'experts sur les accords internationaux d'investissement	24-26/03/99	34	2	17	62	55 %	26	46	57 %
Réunion d'experts sur le commerce dans le secteur agricole	26-28/04/99	71	4	17	91	78 %	44	56	79 %
Réunion d'experts sur la question de services financiers et non financiers durables pour le développement des PME	02-04/06/99	50	16	25	69	72 %	37	49	76 %
Réunion d'experts sur les services de transport aérien	21-23/06/99	39	14	17	49	80 %	30	38	79 %
Réunion d'experts sur les investissements de portefeuille et les investissements étrangers directs	28-30/06/99	35	8	15	58	60 %	32	48	67 %
Réunion d'experts sur les incidences de l'évolution des structures des marchés de l'offre et de la demande sur les prix des produits de base et les exportations présentant un grand intérêt pour les pays en développement	07-09/07/99	49	17	29	59	83 %	39	47	83 %
Réunion d'experts sur le renforcement des capacités dans le domaine du commerce électronique : aspects juridiques et réglementaires	14-16/07/99	73	15	26	91	80 %	47	60	78 %
TOTAL		351	76	146	479	73 %	255	344	74 %
Pourcentage d'experts des PMA ou d'experts dont la participation a été financée par rapport au nombre total d'experts de pays en développement			22 %	42 %					

* Nombre total de pays en développement dont des experts ont participé à la réunion.

** Nombre total de pays dont des experts ont participé à la réunion.

Tableau 6 b : Participation d'experts venus des capitales aux réunions d'experts de la CNUCED en 1998

Réunion	Dates	Experts venus des capitales			Nombre total d'experts	Pourcentage d'experts des pays en développement	Pays en développement*	Total pays**	Pourcentage de pays en développement
		Total pays en développement	dont PMA	dont financés par la CNUCED					
Réunion d'experts sur les accords régionaux et multilatéraux d'investissement existants	01-03/04/98	32	9	0	58	55 %	25	42	60 %
Réunion d'experts sur la coopération interentreprises	20-22/04/98	6	0	0	22	27 %	6	11	55 %
Réunion d'experts sur l'efficacité des nouveaux instruments du marché et leur utilité pour les pays tributaires de produits de base : gestion du risque et financement avec garanties	04-06/05/98	25	3	0	31	81 %	14	20	70 %
Réunion d'experts sur la croissance des marchés financiers nationaux	27-29/05/98	38	13	0	52	73 %	18	28	64 %
Réunion d'experts sur le renforcement des capacités des pays en développement dans le secteur du tourisme	08-10/06/98	50	9	0	65	77 %	33	43	77 %
Réunion d'experts sur le renforcement des capacités dans le domaine du commerce électronique	29/06-1/7/98	19	0	0	22	86 %	11	14	79 %
Réunion d'experts sur le renforcement des capacités des pays en développement dans le secteur des services environnementaux	20-22/07/98	13	4	0	22	59 %	10	15	67 %
Réunion d'experts sur la constitution de groupements et de réseaux pour le développement des PME	02-04/09/98	18	3	0	36	50 %	11	24	46 %
TOTAL		201	41	0	308	65 %	128	197	65 %
Pourcentage d'experts des PMA ou d'experts dont la participation a été financée par la CNUCED par rapport au nombre total d'experts de pays en développement			20 %	0 %					

* Nombre total de pays en développement dont des experts ont participé à la réunion.

** Nombre total de pays dont des experts ont participé à la réunion.
